

Questions orales

M. Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, lorsque le ministre des Finances essaie de justifier sa politique sur les taux d'intérêt, il dit toujours qu'il craint de faire augmenter l'inflation. John Crow, gouverneur de la Banque du Canada, a un objectif déclaré pour ramener l'inflation à zéro. Ne les croyez pas, monsieur le Président, sur parole, ce n'est pas vraiment leur politique. Le ministre impose également aux Canadiens des milliards de dollars en impôts indirects, ce qui à son tour augmente l'inflation.

● (1500)

Des voix: La question!

M. Guilbault (Saint-Jacques): Il en est pour preuve la taxe de 10 p. 100 imposée sur les appels interurbains et l'augmentation de la taxe sur la télévision par câble qui a été mise en place depuis le 1^{er} janvier, ou l'augmentation de la taxe sur l'essence qui va entrer en vigueur cette semaine.

Des voix: La question!

M. Guilbault (Saint-Jacques): Mon Dieu, il y a vraiment une bande d'imbéciles de l'autre côté.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Le député va peut-être poser sa question.

M. Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, je ne voudrais pas être à votre place et être chargé de maintenir l'ordre à la Chambre.

M. le Président: Tout ce que je peux dire, je pense, c'est que ce que vient de dire le député d'un côté est probablement répété au même moment tout bas de l'autre côté. Le député va-t-il poser sa question?

M. Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, ce que je veux dire, c'est que le ministre ne peut pas prétendre vouloir mettre un frein à l'inflation et imposer en même temps taxes sur taxes, ce qui fait augmenter celle-ci. Pourquoi le ministre dit-il aux Canadiens d'écouter ce qu'il dit mais de ne pas regarder ce qu'il fait?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je pense que vous aurez remarqué que le député a mieux commencé sa question qu'il ne l'a terminée.

Le député doit se rendre compte que nous essayons de suivre une politique économique au sens le plus général. Une partie entraîne des augmentations de taxes, mais une autre des baisses de prix. Vu l'augmentation du cours du dollar canadien, le coût des importations diminue. Nous espérons que cela se reflétera dans l'indice des prix à la consommation et, plus généralement, dans le coût de la vie.

Si nous pouvons atteindre cet objectif, et nous espérons l'atteindre bientôt, les taux d'intérêt baisseront. Entre temps, nous suivons une politique économique équilibrée, comprenant

la partie mentionnée par le député, mais beaucoup d'autres également.

[Français]

L'IMPOSITION DE TAXES INDIRECTES—LA POSITION DU
MINISTRE

M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, je voudrais demander au ministre comment il se fait qu'il coince les contribuables dans un étou. D'une part, il les force à payer des taux d'intérêt élevés, prétendant vouloir tenir l'inflation sous contrôle, mais d'autre part, il leur impose continuellement des centaines de millions de dollars de taxes indirectes, dont certaines s'en viennent encore cette semaine, soit le 1^{er} avril, et il les force à payer de ce côté-là aussi.

Où le ministre pense-t-il en arriver en coinçant les contribuables des deux côtés à la fois?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, une fois encore je pense que le député se concentre beaucoup trop sur un point dans ses questions. Il devrait regarder les conséquences plus générales de la politique du gouvernement et les grands objectifs de cette politique. Il est clair que le principal objectif, et je l'ai dit à maintes reprises, tout comme le gouverneur de la Banque du Canada, est d'améliorer l'état de santé de l'économie canadienne et sa capacité à promouvoir la croissance économique et la création d'emplois.

Nous y parvenons. Nous sommes au sommet de la liste en ce qui concerne la création d'emplois. Nous sommes également en tête de liste pour la croissance économique. Nous essayons de poursuivre dans cette voie du succès, un succès largement reconnu . . .

M. le Président: Je regrette d'interrompre le ministre. Je vais autoriser une dernière question.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LES
ÉTATS-UNIS—LA PRÉSENTATION D'UNE MESURE DE
RATIFICATION

M. Alan Redway (York-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Beaucoup de Canadiens pensent comme moi qu'on devrait mettre en oeuvre l'accord de libre-échange canado-américain seulement après la tenue d'élections nationales. Mais tout cela ne rime à rien si le Congrès des États-Unis ne ratifie pas cet accord. Le vice-premier ministre peut-il nous promettre que son gouvernement ne présentera pas de mesure tendant à mettre en oeuvre cet accord tant que le Congrès américain n'aura pas ratifié l'accord comme tel?